



***The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library***

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search  
<http://ageconsearch.umn.edu>  
[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

# Introduction

Depuis quelques années, la Bolivie semble traverser un profond changement politique, incarné sur le plan institutionnel par l'élection de Evo Morales à la présidence de la République, en décembre 2005 – une République transformée entre-temps en « Etat plurinational de Bolivie », à la faveur de l'adoption d'une nouvelle constitution en 2009. Si, dès sa prise de fonction, le gouvernement Morales affiche une volonté de rupture radicale avec la politique traditionnelle, illustrée par le renouvellement des élites politiques et la participation accrue des secteurs populaires aux décisions politiques, son accession au pouvoir représente en même temps l'aboutissement d'un processus de reconfiguration politique dont la graduelle montée en puissance du monde rural constitue sans aucun doute le trait le plus marquant. Reste à savoir si cette « entrée en politique » d'une nouvelle élite paysanne et indigène s'accompagne de réels changements institutionnels et politiques. L'attention spécifique accordée au monde rural, par des politiques telles que la réorganisation de la gestion territoriale et la redéfinition de la politique agraire – deux éléments fondamentaux de la nouvelle constitution –, semble avoir une portée somme toute plus limitée dans la pratique. Ainsi, la multiplication des conflits sociaux à laquelle le gouvernement fait face depuis la réélection de Morales en décembre 2009 paraît indiquer un effritement significatif de sa base traditionnelle de soutiens. Plus étonnant, les protagonistes de cette nouvelle phase de contestation sociale comptent dans leurs rangs des alliés d'hier, parmi lesquels le mouvement ouvrier et même certaines des composantes les plus représentatives du monde rural. Ces récentes évolutions illustrent combien le mouvement paysan et indigène en Bolivie, loin de former un ensemble homogène et cohérent, constitue au contraire un construit politique et social pour le moins fragile et conjoncturel. C'est à l'aune de cette observation préliminaire que l'on peut dès lors tenter d'en analyser la genèse et les rouages, en se penchant en premier lieu sur le processus de l'autonomisation politique de ce mouvement.

## L'autonomisation du mouvement paysan indigène

En Bolivie, les organisations paysannes ont à plusieurs reprises joué un rôle décisif dans la vie politique nationale, mais ce fut toujours dans un rapport de subordination à l'égard des protagonistes légitimes de la politique institutionnelle, qu'il s'agisse des militaires nationalistes dans les années 1960, des leaders de la gauche dans les années 1970-1980, ou encore des partisans du néolibéralisme dans les années 1990. Pendant cette dernière période émergent cependant des revendications pour l'autonomie des organisations paysannes et indigènes : les communautés dites « originaires » de l'Orient du pays (Santa Cruz, Béni, etc.), en premier lieu ; puis, peu à peu, les producteurs de coca s'affirment comme les principaux protagonistes du renouveau des luttes sociales et politiques. C'est dans ce cadre que la création d'un « instrument politique » propre aux organisations syndicales paysannes est débattue, un instrument fondé au terme d'un congrès réalisé en 1995 et dont le *Movimiento al socialismo* (MAS) de Evo Morales, né en 1999, constitue l'héritier légitime. Plus qu'un parti au sens classique du terme, il s'agit

d'une fédération d'organisations sociales paysannes, ouverte à des alliances avec les autres composantes du mouvement social, dont l'orientation politique est en premier lieu corporatiste. Le MAS n'est pas donc une organisation politique homogène. Le processus de construction de l'instrument politique a été traversé par des conflits de positions, notamment entre les communautés indigènes et les organisations paysannes. Les points de désaccords n'ont cependant pas empêché que le MAS soit conçu comme le relais, dans le champ politique institutionnel, des revendications propres aux syndicats et mouvements qui en sont membres, et que les partis « traditionnels » ne soutiennent pas : défense de la coca, nouvelle politique de répartition des terres, reconnaissance des droits des peuples dits « originaires », convocation d'une Assemblée constituante, etc.

Cette configuration initiale se voit néanmoins radicalement affectée par la crise, à la fois institutionnelle et économique, que traverse le monde politique bolivien à partir des années 2000. La contestation sociale, d'abord restreinte aux campagnes, gagne peu à peu les centres urbains à partir d'une plateforme revendicative qui s'étend à la nationalisation des ressources naturelles (hydrocarbures, eau, minéraux), dans le cadre d'un retour à un interventionnisme de l'État dans le domaine économique. Par ailleurs, le mouvement social bolivien s'érite en défenseur intransigeant de la souveraineté nationale, et dénonce tout à la fois une classe politique « *vendepatria* » (littéralement, « qui brade la patrie ») et les multiples ingérences des Etats-Unis, dont l'implication dans la lutte contre le narcotrafic, par l'éradication de la coca, ne constituerait qu'un prétexte à des desseins plus obscurs de « domination impériale ».

C'est dans ce contexte politique et social pour le moins explosif que le MAS remporte son premier succès électoral significatif en 2002, avec l'obtention de 20% des voix pour Evo Morales à l'élection présidentielle. Le MAS n'est alors qu'un parti ancré dans les zones rurales productrices de coca, le tropique de Cochabamba, les Yungas et Caranavi principalement. En 2005, à peine trois ans plus tard, Morales triomphe, cette fois avec près de 54% des votes. Ce succès symbolise un phénomène inédit en Bolivie : les résultats électoraux montrent que le soutien au MAS n'est plus seulement rural, ils expriment la percée d'un parti paysan dans les centres urbains. Tout au long des consultations nationales organisées entre 2008 et 2009 (référendum révocatoire, approbation de la constitution, élections présidentielle et générales), le MAS reçoit du reste ses plus forts soutiens de villes comme El Alto, Oruro ou Potosí. Si l'on peut relativiser le caractère urbain d'un pays comme la Bolivie, tant la coupure entre villes et campagnes semble souvent difficile à établir, spatialement comme symboliquement, le processus bolivien n'en demeure pas moins spécifique. Qu'on le compare aux partis « agrariens » européens ou aux partis indigènes d'autres pays du sub-continent (Equateur, Paraguay), les partis représentatifs des intérêts du monde rural semblent généralement réduits au rôle de force d'appoint dans des coalitions gouvernementales plus larges ; en Bolivie, au contraire, ce sont bel et bien les paysans qui se trouvent désormais au centre de la vie politique.

## **De la victoire politique aux tensions avec les organisations paysannes et indigènes**

Du point de vue institutionnel, la victoire de Morales et du MAS constitue une réelle rupture dans l'histoire de la démocratie bolivienne : elle illustre le poids toujours

prépondérant du monde rural dans la vie politique actuelle, en particulier dans la refondation radicale de l'Etat, converti en un « Etat plurinational » depuis l'adoption par référendum de la nouvelle constitution le 25 janvier 2009. De fait, ce texte ne se contente pas de reconnaître l'existence des trente-six « peuples et nations autochtones et indigènes » qu'abrite le territoire bolivien : il octroie également aux *indígena originario campesinos* – les « paysans indigènes autochtones » – une large palette de droits collectifs, principalement liés à la terre et à la culture, ainsi que la possibilité pour eux de constituer des territoires indigènes autonomes. La nouvelle constitution marque-t-elle cependant une même rupture sur le plan des politiques publiques ?

En premier lieu, les six premières années ont marqué un net retour au schéma classique des modèles de développement extractivistes : l'utilisation de la rente tirée de l'exportation des hydrocarbures pour promouvoir des mesures sociales à caractère universel – comme le bon *Juancito Pinto* pour les enfants scolarisés ou l'allocation *Renta Dignidad* pour les personnes âgées – a du mal à se traduire en droits effectifs ou en conventions collectives, notamment dans le domaine du travail où l'informalité domine encore largement les rapports sociaux. Mais, en dépit de ces mesures à vocation universelle, l'action gouvernementale semble parfois se réduire à des groupes spécifiques, pas forcément représentatifs d'un secteur, ce qui montre une véritable difficulté à rompre avec la tradition clientéliste de la politique bolivienne. Le choix des cibles ne semble pas forcément refléter un choix de politiques publiques, mais bel et bien l'octroi de bénéfices à des organisations sociales spécifiques. Cette observation n'est pas uniquement liée à l'analyse de la mise en œuvre des politiques publiques, mais aussi à l'organisation de l'appareil de l'Etat. Certains ministères ne sont investis que par un unique syndicat qui, certes, peut être spécialiste des problèmes du secteur – comme dans le cas des organisations syndicales urbaines de El Alto pour la gestion de l'eau ou des organisations de producteurs des Yungas et du tropique pour la politique de la coca –, mais qui peut aussi agir en fonction d'enjeux spécifiques (pour ne pas dire d'intérêts territoriaux). Les politiques promues semblent résolument orientées à la fois vers les secteurs les plus défavorisés de la population, mais aussi vers certaines des organisations sociales les plus « loyales » envers le gouvernement. C'est toute l'ambiguïté de l'expérience du gouvernement Morales qui semble se concentrer dans ce cas précis, et qui permet de comprendre l'émergence de lignes de faille, sinon de ruptures, au sein du monde rural qu'il prétend représenter, entre les paysans, d'une part, et les indigènes, d'autre part.

L'enjeu de ce dossier sur le poids politique du monde rural en Bolivie est, dans une perspective plus théorique, de revenir sur l'application du concept d'économie morale aux paysans boliviens et à leurs organisations. Cette notion, forgée par l'historien anglais E.P. Thompson à propos de la classe ouvrière anglaise<sup>1</sup>, a été réutilisée par le politiste James Scott pour analyser les révoltes paysannes en Asie du Sud-Est au XX<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Elle établit un lien entre les mouvements de protestation et les

<sup>1</sup> E.P. Thompson, *The making of the English working class*, Harmondsworth, Penguin Books, 1968 [1963] ; « The moral economy of the English crowd in the eighteenth century », *Past & Present*, 70, 1971, p. 76-136. Pour une analyse de cette notion : Didier Fassin, « Les économies morales revisitées », *Annales HSS*, 2009, n° 6, p. 1237-1266.

<sup>2</sup> James C. Scott, *The Moral Economy of the Peasant. Rebellion and Subsistence in Southern Asia*, New Haven and London, Yale University Press, 1976.

visions traditionnelles des normes et des obligations socio-économiques des différentes composantes des communautés. Contre l'idée de « rebellions du ventre », réduisant les protestations à une simple réaction face à la pénurie, la notion d'économie morale permet d'insister sur les résistances quotidiennes et leur enracinement dans les mœurs des communautés. Elle présente cependant l'inconvénient de réduire les sociétés concernées à des rapports sociaux hors marché et de ne s'appuyer que sur une légitimité traditionnelle : elle ne porte à concevoir le poids politique du monde rural dans le champ politique qu'en termes de rupture. S'il y a bien, comme on l'a vu, rupture sur le plan institutionnel, l'entrée en politique des protestations paysannes comporte peut-être beaucoup plus de continuité que l'on ne pense : d'une part, les organisations paysannes se sont structurées de façon corporatiste autour de l'échange marchand de leurs produits, comme la coca, articulant leur production au marché bien avant qu'émergent leurs protestations<sup>3</sup> ; et, d'autre part, les rapports sociaux associés aux entreprises familiales qui sont à la base de l'échange s'apparentent beaucoup plus au « capitalisme sauvage » décrit par Weber qu'à des relations fondées sur le troc et la réciprocité d'une communauté « fermée ». Le poids politique du monde rural en Bolivie provient donc peut-être moins de l'économie morale des groupes mobilisés que de leurs connexions avec le reste de la société et, en particulier, de leur capacité à intervenir dans un champ politique où ils peuvent se poser comme des protagonistes à part entière – ce qui rompt avec l'image du groupe dominé et « parlé » par les autres, que la sociologie tend parfois à en donner. C'est également à l'aune de cette grille d'analyse que l'on peut comprendre les relations conflictuelles qui s'activent aujourd'hui autour du MAS, notamment les lignes de divisions entre les organisations indigènes et paysannes, mais aussi intersectorielles, autant que les liens resserrés du MAS avec le secteur urbain.

Pour discuter du processus de l'ascension du monde rural en politique et le positionnement des organisations sociales actuelles au regard de l'évolution de la politique du MAS, le dossier s'organise autour de quatre contributions. En proposant des analyses sur les fondements du militantisme paysan, ses transformations dans la structure partisane actuelle et ses effets sur la mise en place des politiques publiques, il offre ainsi plusieurs éléments de réponse aux questionnements les plus fréquents que suscite l'ascension de Evo Morales et de son parti. Par ailleurs, il interroge également les relations établies par le MAS avec le secteur urbain, de même que la réorientation du parti quant à une question indigène devenue désormais primordiale. Claude Le Gouill s'intéresse aux complexes recompositions du champ politique de la région du Norte Potosí, où la rivalité entre les syndicats ruraux traditionnels et les plus récentes organisations communautaires, d'orientation plus indianiste, contribue à configurer des loyautés politiques pour le moins mouvantes. Hervé Do Alto invite pour sa part à déplacer le regard habituellement porté sur le MAS en étudiant son implantation progressive dans les centres urbains – une des clés du succès électoral actuel du parti de Morales –, afin de comprendre comment la « ruralité » s'impose peu à peu comme une source de légitimation dans la politique bolivienne actuelle. Franck Poupeau

---

<sup>3</sup> Ce que Scott reconnaissait à la fin de son livre, dans le chapitre « Revolt, survival and repression », notamment p. 214 sq., sans forcément en tirer toutes les conséquences.

déconstruit ensuite le schème explicatif accordé à la migration rurale, non seulement dans l'explication de la croissance urbaine de El Alto, épicentre des mobili-sations qui ont porté Evo Morales au pouvoir, mais aussi dans l'explication même de ces mobilisations : faire apparaître la spécificité de ces mobilisations et des cultures qui les sous-tendent. En étudiant les évolutions de la politique de la coca dans les régions productrices que sont le tropique du Chaparé et les Yungas de la Paz, points d'ancrage de la construction du MAS, Marie-Esther Lacuisse analyse l'impact du changement politique sur les politiques publiques. L'analyse de la redéfinition de la politique dite du « développement alternatif à la coca », qui concerne un groupe social identifié comme le « noyau dur » du parti au pouvoir, permet de questionner les mécanismes plus larges de la production des politiques publiques, et de revenir sur les relations pour le moins conflictuelles que Evo Morales entretient avec les organisations paysannes et indigènes.

*Hervé DO ALTO  
Marie-Esther LACUISSSE  
Franck POUPEAU*